

**5^{ème} Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité
d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)**

New York, le 23 septembre 2010

**Intervention de S.E.M. Jean Asselborn
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg**

Monsieur le Secrétaire général,
Messieurs les Co-présidents,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg s'associe pleinement au discours prononcé par la Belgique au nom de l'Union européenne et apporte son soutien à la déclaration ministérielle conjointe.

Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion de remercier le Secrétaire général de son soutien au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui constitue un des éléments clés du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Depuis son ouverture à la signature en 1996, le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires se rapproche chaque année de l'entrée en vigueur mais aussi de l'universalisation. Nous sommes aujourd'hui 182 pays à avoir signé le Traité, et 153 à l'avoir ratifié. Je profite de l'occasion pour féliciter les Iles Marshall, Trinidad et Tobago et la République centrafricaine pour le dépôt récent de leur instrument de ratification. Je tiens aussi à féliciter l'Indonésie pour avoir lancé récemment le processus de ratification du TICE.

Pour que l'entrée en vigueur du Traité devienne toutefois réalité, il importe que tous les pays n'ayant pas encore signé ou ratifié le Traité d'interdiction complète

des essais nucléaires et figurant à l'annexe 2, imitent ces pas. L'engagement pris l'année dernière, dans son discours à Prague, par le Président Obama, revêt une importance particulière dans ce contexte.

A l'occasion de la première célébration de la Journée internationale contre les essais nucléaires, instituée en 2009 à l'initiative du gouvernement du Kazakhstan, le Secrétaire général a demandé qu'une date-butoir pour l'entrée en vigueur soit fixée, en l'occurrence 2012 et qu'en attendant la réalisation de cet objectif l'ensemble des Etats appliquent un moratoire sur les explosions nucléaires. Je ne puis que souscrire à cet appel de notre Secrétaire général.

Nous nous devons de tirer profit de l'impulsion nouvelle donnée aux efforts de désarmement et de non-prolifération par la récente conférence d'examen du TNP et la signature du nouveau traité START par les Présidents Medvedev et Obama.

Messieurs les Co-présidents,

Le test nucléaire effectué par la Corée du Nord en 2009 a souligné une fois de plus qu'il importe de mettre en œuvre les dispositions du Traité d'interdiction dans les meilleurs délais, et en particulier son régime de vérification. La vérification est essentielle parce que c'est d'elle que dépend le succès du TICE à empêcher la prolifération parmi les Etats et à limiter le développement de nouvelles armes nucléaires. C'est dans cet esprit que je lance un appel aux Etats signataires ici présents de faire des efforts pour que les systèmes de vérifications soient en place dès le moment où le TICE entrera en vigueur.

Messieurs les Co-présidents,

Le Luxembourg a soutenu de manière constante tous les efforts visant à faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Soyez assurés qu'il en sera de même à l'avenir.

Je vous remercie.